

Les Communes : Hier et aujourd'hui

Les pages

Représentez-vous le jeune Oliver Twist portant un veston Eton, transportant des verres d'eau et livrant des messages. Vous avez là le portrait d'un page de la Chambre des communes au 19^e siècle. Vous voyez tout de suite un « asile des pauvres » à l'époque des salaires de famine – 1,50 \$ par jour en 1867 –, des longues heures de travail et de l'absence de sécurité d'emploi. Aujourd'hui, bien que le travail des pages n'ait pour ainsi dire pas changé, l'atmosphère à la Dickens est révolue ; les uniformes sont plus actuels et des étudiants ainsi que des étudiantes inscrits en première année à l'université ont remplacé les jeunes garçons de l'époque victorienne.

Étant donné les différents titres ayant servi à décrire le poste, il n'est pas facile de remonter à l'origine de la charge de page. Dès 1834, on parlait, en décrivant une séance de l'Assemblée du Haut-Canada, d'un « jeune garçon qui s'affairait à servir [aux députés] des assiettes de sandwiches ». Aux États-Unis, à qui, selon certains, le Canada aurait emprunté l'idée d'utiliser des pages, le mot « runner » est apparu en 1827. Le titre de « page », par contre, a figuré pour la première fois dans des documents américains au cours du 26^e Congrès (1839-1841). C'est à peu près à la même époque, en 1841, que l'appellation « page de la Chambre » a été utilisée dans les journaux de l'Assemblée législative de la

province du Canada même si elle n'y figurait pas l'année suivante. Tant avant qu'après 1841, c'est l'appellation « messenger » qui revenait le plus souvent dans les listes publiées d'employés. Ce n'est qu'à la fin des années 1850 et au début des années 1860 que le vocable « page » a de nouveau figuré régulièrement sur ces listes, certaines d'entre elles signalant la nomination de pages dès 1855. Pour compliquer davantage les choses, quelqu'un prétend avoir consulté, dans le cadre de ses recherches, des archives québécoises faisant état d'une pension versée à un ancien page, en 1765 ! Malgré le mystère qui entoure son origine véritable, la fonction de page était déjà établie en 1867.

Étant donné les pratiques en matière d'emploi au début de la Confédération, il ne faut pas s'étonner que les nominations aux postes de page aient fait l'objet de favoritisme. Ceux-ci étaient choisis par le président avec l'aide du sergent d'armes, sans aucun doute parce qu'il fallait faire le tri parmi les dizaines de candidats à ces postes. La plupart du temps, ce furent des orphelins et des fils de veuves ou de familles pauvres, certains à peine âgés de onze ans, qui ont été sélectionnés. Malgré tout, comme le rapporte cet extrait de 1898 sur les « pages alertes » écrit par le Président de l'époque, J.D. Edgar, il fallait satisfaire une exigence fondamentale :

Ce ne sont pas de braves et grands garçons dont nous avons besoin, mais de garçonnetts intelligents. Comme, tous les ans, plusieurs des meilleurs pages perdent de leur utilité en prenant de l'âge, des postes se libèrent constamment et quelle drôlerie parfois d'entendre des mères vous assurer que leurs fils sont gentils et petits pour leur âge. On a même surpris un jour un parent qui plaçait son rejeton derrière une chaise et lui ordonnait de plier les genoux pour tromper le sergent d'armes sur sa taille.

Pour ceux qui obtenaient éventuellement le poste, surtout les ambitieux, la vie dans le tourbillon parlementaire pouvait en valoir la peine. Non seulement les pages avaient-ils la possibilité de côtoyer tous les jours les chefs de file du pays, mais des mesures de sécurité moins strictes leur permettaient de planifier un plus grand nombre d'activités originales débordant le cadre de leurs fonctions dans la Chambre elle-même. Un observateur, Lord Frederic Hamilton, qui avait rendu visite à son beau-frère le Gouverneur général Lord Lansdowne au milieu des années 1880, a beaucoup été impressionné par l'utilisation que faisaient de la Chambre les pages pendant l'ajournement quotidien pour le dîner alors qu'ils jouaient aux députés.

Un garçon, élu Président par les autres, revêt une toge et s'assoit dans le fauteuil du Président ; le « Premier ministre » et les



M. J.M. Currier quittant son siège à la Chambre des communes.
(D'après une esquisse parue dans *Canadian Illustrated News*, 28 avril 1877.)

membres du gouvernement s'assoient sur les banquettes qui leur sont réservées tandis que le leader de l'Opposition et ses partisans occupent les places que leur font face. Et les garçons tiennent des débats ordinaires. Quantité de députés se sont grandement intéressés au « Parlement des pages » et ont préparé les garçons pour leurs débats. J'ai vu Sir John Macdonald accorder des points au Premier ministre de quatorze ans pour le discours qu'il avait prononcé ce soir-là.

Comme on pouvait s'y attendre, certains pages se sont retrouvés plus tard à la Chambre des communes. On dit qu'au moins deux anciens pages ont été élus députés et que l'un des deux, Charles Marcil, a occupé le Fauteuil à la Chambre à la fin du régime Laurier, de 1909 à 1911. Néanmoins, les garçons étant ce qu'il sont, les pages n'ont pas été sans faire un peu de chahut. Le comportement des députés eux-mêmes laissait évidemment beaucoup à désirer et on

pourrait sans doute excuser les pages pour cette seule raison. Mentionnons, à titre d'exemple particulièrement frappant, une séance au cours de la session de 1882 où, pendant toute la soirée, le son des pétards qui claquaient, lancés a-t-on-dit par des députés et des pages, a retenti à l'intérieur de la Chambre. L'épisode a naturellement fait l'objet d'embarrassants articles dans les journaux dont les deux extraits suivants, que nous regroupons et reproduisons ici, où on décrit la scène :

La Chambre des communes a été samedi soir le théâtre de l'une des scènes les plus disgracieuses qu'il ait jamais été donné de voir. Certains députés se sont amusés à tirer des pétards dans la Chambre. La pétarade a duré plusieurs heures pour le plus grand désagrément du Président et de tous les députés sensés de la Chambre. Sir John Macdonald a déclaré qu'au cours des quarante années où il avait siégé au Parlement, il n'avait jamais rien vu d'aussi disgracieux.

Cette remarque a suscité une autre volée de pétards.

À la clôture de la séance, alors que Sir John et M. Plumb quittaient ensemble la Chambre, l'un des pages a lancé un pétard à leurs pieds. Sir John s'est retourné en colère et M. Plumb a vaillamment attrapé un jeune homme qu'il croyait être le coupable en disant : « Voici le garçon, Sir John. » Le chef des pages n'a pas dit grand-chose, s'est retourné et est sorti ; M. Plumb a malgré tout fait de graves remontrances au garçon qui a prétendu qu'un député lui avait remis les pétards, et lui a finalement dit très fort qu'il le ferait expulser de la Chambre.

Personne ne sait ce qu'il est advenu du page... Bien que le fonctionnement général de la chambre ait été considérablement modifié au cours des années qui suivirent cet incident, ce qui frappe au sujet des pages au Canada, c'est que leur sort n'a pas beaucoup changé jusqu'en 1968, année où on a enfin fixé à 16 ans l'âge minimal pour être page. En fait, ce n'est qu'en 1978, deux années après que les journaux, y compris le *Wall Street Journal*, eurent critiqué les conditions de travail des pages, que l'ancien système a été remplacé par celui que nous connaissons à l'heure actuelle et que nous devons non seulement aux efforts de l'ancien Président James Jerome, mais aussi à ceux d'innombrables députés qui y ont vu le moyen idéal d'offrir un « cours » unique de science politique à des jeunes gens du Canada tout entier. En dernière analyse, l'ancien système à la Dickens était peut-être simplement un exemple d'une trop longue tradition.

Marc Bosc
Greffier à la procédure
Direction des journaux
Chambre des communes
Ottawa